



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.209/4
du 6 mars 2019

advies 65.209/4
van 6 maart 2019

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'transposant
la Directive 2017/1852/UE du
Conseil du 10 octobre 2017
concernant les mécanismes de
règlement des différends
fiscaux dans l'Union
européenne'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'houdende omzetting van
Richtlijn 2017/1852/EU van de
Raad van 10 oktober 2017
betreffende mechanismen ter
beslechting van
belastinggeschillen in de
Europese Unie'

Le 18 janvier 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'transposant la Directive 2017/1852/UE du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 mars 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 mars 2019.

*

Op 18 januari 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende omzetting van Richtlijn 2017/1852/EU van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 maart 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 maart 2019.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. La consultation de l'Autorité de protection des données est requise en vertu de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

Il y a lieu de recueillir cet avis dont il sera fait mention au préambule.

2. En vertu de l'article 14, § 1^{er}, de l'avant-projet, des frais de procédure sont répartis en parts égales entre les États membres concernés.

Conformément aux articles 10, § 1^{er}, 2^o, et 32 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 'relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget', les avant-projets d'ordonnance qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses doivent être soumis à l'avis préalable de l'Inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget.

Il convient donc de veiller à l'accomplissement de ces formalités.

COMPÉTENCE DE L'AUTEUR DE L'ACTE

L'article 5, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 'relative au financement des Communautés et des Régions' dispose :

« À moins que la région n'en décide autrement, l'État assure gratuitement dans le respect des règles de procédure qu'il fixe, le service des impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o et 10^o et 11^o, pour le compte de la région et en concertation avec celle-ci. À partir de la deuxième année budgétaire suivant la date de notification du gouvernement de région au gouvernement fédéral de la décision d'assurer elle-même le service des impôts concernés, la région concernée assure le service de ces impôts. [...] ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale du 13 juillet 2001 'portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions', qui a modifié la loi spéciale du 16 janvier 1989, que le « service de l'impôt » comprend l'établissement factuel de la base imposable, le calcul de l'impôt, le contrôle de la base imposable et de l'impôt, ainsi que le contentieux y afférent (tant administratif que judiciaire), la perception et le recouvrement de l'impôt (en ce compris les frais et intérêts) ¹.

Compte tenu du fait que la Région de Bruxelles-Capitale a repris le service du précompte immobilier à partir de l'exercice d'imposition 2018 ², elle est compétente pour transposer la directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 'concernant les mécanismes de règlement des différents fiscaux dans l'Union européenne' (ci-après : la directive) pour ce qui concerne cet impôt ou d'autres impôts dont elle assurerait le service.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 4

1. Au 1^o, il y a lieu d'écrire : « 1^o autorité compétente : le représentant désigné par le Gouvernement ». Ceci s'entend sans préjudice des délégations que le Gouvernement peut accorder à ses membres.

2. Au 2^o, la définition de « juridiction compétente » est inutile dès lors qu'il n'y est pas recouru dans la suite du texte. Elle sera omise.

3. Au même 2^o, dans la version française, il y a lieu d'écrire « siégeant comme en référé ».

La même observation vaut pour l'article 9, § 1^{er}, dans les deux versions linguistiques.

4. L'ordonnance en projet vise à établir des règles et procédures relatives à la collaboration entre, d'une part, l'autorité compétente et, d'autre part, une autorité étrangère à travers un mécanisme destiné à régler les différends qui découlent de l'interprétation et l'application d'accords et de conventions qui prévoient l'élimination de la double imposition du revenu et, le cas échéant, de la fortune (article 3 de l'avant-projet).

Il ressort de la lecture combiné du 3^o et du 7^o de l'article 4 de l'avant-projet qu'il faut entendre par « autorité étrangère », l'autorité d'un État membre de l'Union européenne, désignée comme telle par l'État membre concerné.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, n° 50-1183/007, p. 160.

² Voir l'ordonnance du 23 mars 2017 'portant reprise du service du précompte immobilier' et l'ordonnance du 23 novembre 2017 'effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale'.

Or, comme il ressort de la définition qui figure à l'article 2, paragraphe 1, c), de la directive, la « double imposition » est l'imposition par deux États membres ou plus.

Pour viser également les cas dans lesquels plusieurs « autorités étrangères » sont concernées, mieux vaut dès lors remplacer les mots « un État membre de l'Union européenne » par les mots « un ou plusieurs États membres de l'Union européenne » à l'article 4, 7°, de l'avant-projet.

Dans ces cas, il convient également d'adapter les articles 9, § 4, alinéa 3, 13, § 2, alinéa 2, 2°, et 14, § 2, 2°, de l'avant-projet, lesquels visent les « autorités étrangères ».

5. Au 4°, a), conformément à l'article 2, paragraphe 1^{er}, c), i), de la directive, il y a lieu d'écrire une « charge fiscale supplémentaire ».

Article 5

1. Selon le paragraphe 1^{er}, dernière phrase, pour l'application de l'ordonnance en projet et des arrêtés d'exécution qui en découlent, la réclamation doit être présentée dans l'une des langues officielles.

Conformément à l'article 129, § 1^{er}, 1°, et § 2, de la Constitution, seule l'autorité fédérale est compétente pour fixer l'emploi des langues pour les matières administratives.

La dernière phrase du paragraphe 1^{er} doit dès lors être omise.

2. Au paragraphe 4, 5°, c), il convient de remplacer les mots « par l'autorité compétente » par les mots « par l'autorité compétente ou l'autorité étrangère ».

En effet, les termes « autorités compétentes » à l'article 3, paragraphe 3, e), iii), de la directive visent tant l'« autorité compétente » que l'« autorité étrangère ».

3. Au paragraphe 9, alinéa 3, dernière phrase, sous réserve de l'observation formulée sous l'article 4, il convient de remplacer les mots « les États membres concernés sont réputés » et les mots « l'autorité étrangère » respectivement par les mots « l'autorité étrangère est réputée » et les mots « l'autorité compétente ».

En effet, selon l'article 17, alinéa 2, dernière phrase, de la directive, une fois la communication des informations complémentaires effectuée par l'autorité compétente, l'autorité étrangère est réputée avoir reçu ces informations complémentaires à la date de cette réception d'informations par l'autorité compétente.

Article 6

L'article 4, paragraphe 1^{er}, de la directive énonce l'exigence d'une « justification écrite » pour sous-tendre une demande de prolongation du délai imparti par l'alinéa 1^{er} de la disposition.

Il n'est pas certain qu'en traduisant cette condition par les mots « justification écrite et motivée », l'auteur de l'avant-projet n'ajoute pas à la directive et requière une motivation considérée comme spéciale au regard du droit interne belge.

L'utilisation du mot « justification » recouvre déjà en soi l'idée d'explicitation des raisons qui sont à la base de la demande de prolongation.

La disposition sera réexaminée.

Articles 6 et 7

Les articles 6, § 2, alinéa 2, et 7, § 3, alinéa 2, 3°, doivent être complétés.

En effet, ces dispositions ne transposent que partiellement les articles 4, paragraphe 2, dernière phrase, et 5, paragraphe 3, c) de la directive.

Article 8

1. La version française du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, sera mieux rédigée comme suit :

« La personne concernée ne peut présenter la demande visée à l'alinéa 1^{er}, que si aucun recours contre le rejet de la réclamation, visé à l'article 7, § 1^{er}, ne peut être introduit, n'est en instance ou si la personne concernée (la suite comme à l'avant-projet) ».

2. Au paragraphe 1^{er}, dans la version française, il convient de remplacer les mots « le cas échéant » par les mots « selon le cas ».

3. Au paragraphe 2, alinéa 5, il convient de remplacer les mots « au paragraphe 2, alinéa 2 » par les mots « à l'alinéa 2 ».

Article 9

1. Au paragraphe 1^{er}, mieux vaut remplacer les mots « à l'article 8, § 1^{er}, » par les mots « à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4 ».

2. Au paragraphe 2, alinéas 1^{er} et 2, les mots « , dans le délai prévu au paragraphe 3, » sont redondants compte tenu de ce que prévoit déjà le paragraphe 3 ; ils seront omis.

3. La version française du paragraphe 4, alinéa 2, sera alignée sur la version néerlandaise : dans la première phrase, le mot « appel » sera remplacé par celui de « recours » et dans la deuxième, le mot « recours » sera remplacé par le mot « appel ».

Article 10

Au paragraphe 4, il sera précisé que le cas exclu est celui où le président du tribunal de première instance a nommé les personnalités indépendantes conformément à l'article 9, § 2, de l'avant-projet.

Article 11

1. Conformément à l'article 9, paragraphe 1^{er}, de la directive, une liste des personnalités indépendantes comprenant l'ensemble des personnalités indépendantes proposées par les États membres est établie et chaque État membre propose, à cet effet, au moins trois particuliers qui sont des personnes compétentes et indépendantes et qui peuvent agir de manière impartiale et intègre.

Il ne revient pas à l'auteur de l'avant-projet d'établir cette liste ou de définir son contenu.

Mieux vaut dès lors omettre la première phrase du paragraphe 1^{er} et de compléter la seconde phrase par les mots « afin de permettre l'établissement de la liste des personnalités indépendantes comprenant l'ensemble des personnalités indépendantes proposées par les États membres ».

2. Les mots « le Ministre des Finances ou la personne désignée par lui » seront remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Article 13

1. L'article 13 fixe les règles de fonctionnement d'une commission consultative et d'une commission de règlement alternatif des différends, qui sont visées aux articles 9 à 12 de l'avant-projet.

L'article 13, § 4, est rédigé comme suit :

« Lorsque l'autorité compétente n'a pas notifié les règles de fonctionnement à la personne concernée, conformément aux paragraphes 1^{er} et 2, les personnalités indépendantes et le président complètent les règles de fonctionnement sur la base des règles de fonctionnement standard visées au paragraphe 3 et les transmettent à la personne concernée dans un délai de deux semaines à compter de la date de la constitution de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Lorsque les personnalités indépendantes et le président ne se sont pas accordés sur les règles de fonctionnement ou ne les ont pas notifiées à la personne concernée, les personnes concernées peuvent saisir, conformément à l'article 1680 du Code judiciaire, le tribunal de première instance afin d'obtenir un jugement ordonnant l'application des règles de fonctionnement ».

Il s'agit de la transposition de l'article 11, paragraphe 4 de la directive qui énonce :

« 4. Lorsque les autorités compétentes n'ont pas notifié les règles de fonctionnement à la personne concernée, conformément aux paragraphes 1 et 2, les personnalités indépendantes et le président complètent les règles de fonctionnement sur la base du formulaire type visé au paragraphe 3 et les transmettent à la personne concernée dans un délai de deux semaines à compter de la date de la constitution de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends. Lorsque les personnalités indépendantes et le président ne se sont pas accordés sur les règles de fonctionnement ou ne les ont pas notifiées à la personne concernée, la ou les personnes concernées peuvent saisir une juridiction compétente de l'un des États membres concernés afin d'obtenir une ordonnance aux fins de l'exécution des règles de fonctionnement ».

La saisine du pouvoir judiciaire ne vise, selon la directive, qu'à obtenir une « ordonnance » « aux fins de l'exécution des règles de fonctionnement », ce que l'avant-projet transpose par « afin d'obtenir un jugement ordonnant l'application des règles de fonctionnement ». Si les deux formulations ont la même portée, il serait préférable de ne pas modifier les termes de la directive à l'occasion de la transposition.

2. Cette saisine peut se faire lorsque les personnes chargées de le faire « ne se sont pas accordé[e]s sur les règles de fonctionnement » ou « ne les ont pas notifiées à la personne concernée ».

De nombreuses dispositions du Code judiciaire prévoient la saisine, dans le cadre d'un contentieux spécifique ou hors de tout contentieux, d'un tribunal ou – plus souvent – du président de celui-ci, pour obtenir des désignations ou des mesures diverses ³.

La disposition en projet soulève deux questions :

– Quel est le rapport avec la compétence du tribunal de première instance en matière d'arbitrage, spécifiquement prévue à l'article 1680, § 5, du Code judiciaire dès lors que la disposition en projet ne vise pas le Président mais bien le tribunal, sauf à considérer que ce renvoi vise à fixer les règles de compétence territoriale de la juridiction désignée ou encore à justifier cette référence en raison du lien qui pourrait être fait entre « l'arbitrage » et la procédure de règlement extrajudiciaire du différend fiscal visé par l'avant-projet d'ordonnance.

Des précisions seront apportées sur ce point dans l'exposé des motifs ou le commentaire de l'article.

³ Voir à cet égard, notamment, les articles 569 et s. du Code judiciaire pour le tribunal de première instance, et 584 et s. du Code judiciaire pour son Président.

Il y sera par ailleurs indiqué pourquoi c'est le tribunal de première instance qui est désigné et non son Président, eu égard au caractère spécifique et apparemment limité dans son objet de la demande ⁴.

– Quel est l'objet exact de la saisine du tribunal de première instance ?

En effet, la question se pose de savoir ce qu'il faut entendre par « obtenir un jugement ordonnant l'application des règles de fonctionnement » (ou par « obtenir une ordonnance aux fins de l'exécution des règles de fonctionnement »).

Pour « ordonner l'application des règles de fonctionnement », il faut que ces règles soient préalablement établies, or précisément, l'hypothèse visée est notamment celle où les personnes chargées de le faire « ne se sont pas accordé[e]s sur les règles de fonctionnement ».

Si telle est bien l'intention, il serait plus judicieux de prévoir que le tribunal de première instance ou son Président, devra préalablement fixer les règles de fonctionnement et, ensuite, en ordonner l'application.

3. La disposition sera revue à la lumière des observations qui précèdent.

Article 14

Les mots « lorsque l'autorité compétente et l'autorité étrangère conviennent que ces frais sont à la charge de la personne concernée » ne trouvent pas leur place dans le 2° du paragraphe 2 mais dans la phrase introductive de ce paragraphe ⁵.

Article 15

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, mieux vaut remplacer les mots « la personne concernée peut » par les mots « la ou les personnes concernées peuvent » ⁶.

Article 17

Au paragraphe 4, alinéa 2, mieux vaut remplacer les mots « la personne concernée l'accepte et renonce » par les mots « la ou les personnes concernées l'acceptent et renoncent » ⁷.

⁴ Comparer avec l'article 9 de l'avant-projet.

⁵ Voir l'article 12, paragraphe 2, de la directive.

⁶ Voir l'article 13, paragraphe 1^{er}, de la directive.

⁷ Voir l'article 15, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, seconde phrase, de la directive.

Article 18

Au paragraphe 1^{er}, dans la version française, il convient de remplacer les mots « d'une cotisation » par les mots « d'un avis d'imposition ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De Gegevensbeschermingsautoriteit dient over dit voorontwerp geraadpleegd te worden krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

Dat advies dient ingewonnen te worden en vervolgens moet in de aanhef vermeld worden dat het advies gegeven is.

2. Krachtens artikel 14, § 1, van het voorontwerp worden bepaalde kosten van de procedurehandelingen gelijkelijk verdeeld tussen de betrokken lidstaten.

Overeenkomstig de artikelen 10, § 1, 2°, en 32 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak’ dienen de voorontwerpen van ordonnantie waardoor, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, de ontvangsten beïnvloed kunnen worden of uitgaven kunnen ontstaan, voorgelegd te worden aan de inspecteur van Financiën voor voorafgaand advies en aan de minister van Begroting met het oog op akkoordbevinding.

Er dient dan ook op toegezien te worden dat deze vormvereisten vervuld worden.

BEVOEGDHEID VAN DE STELLER VAN DE HANDELING

Artikel 5, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ‘betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten’ luidt als volgt:

“Tenzij het gewest er anders over beslist, zorgt de Staat met inachtneming van de door hem vastgestelde procedureregels kosteloos voor de dienst van de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8° en 10° en 11° bedoelde belastingen voor rekening van en in overleg met het betrokken gewest. Vanaf het tweede begrotingsjaar volgend op de datum van notificatie van de gewestregering aan de federale regering van de beslissing tot het zelf verzekeren

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

van de dienst van de betrokken belastingen, zorgt het betrokken gewest voor de dienst van deze belastingen. (...)”.

Uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 13 juli 2001 ‘tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten’, die de bijzondere wet van 16 januari 1989 heeft gewijzigd, blijkt dat de “dienst van de belasting” betrekking heeft op de feitelijke vaststelling van de belastinggrondslag, de berekening van de belasting, de controle van de belastinggrondslag en van de belasting, de daarop betrekking hebbende betwistingen (zowel administratief als gerechtelijk), en de inning en de invordering van de belastingen (met inbegrip van de kosten en de intresten).¹

Gelet op het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de dienst van de onroerende voorheffing overgenomen heeft vanaf het aanslagjaar 2018,² is dat Gewest bevoegd voor de omzetting van richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 ‘betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie’ (hierna: de richtlijn) met betrekking tot die belasting of andere belastingen waarvan het de dienst zou verzekeren.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 4

1. In de bepaling onder 1° schrijve men: ”1° bevoegde autoriteit: de door de regering aangewezen vertegenwoordiger”. Deze bepaling dient begrepen te worden onverminderd de delegaties die de regering aan haar leden kan verlenen.

2. De definitie van het begrip “bevoegde rechtbank”, in de bepaling onder 2°, is overbodig, aangezien dat begrip verderop in de tekst niet gebruikt wordt. Die definitie moet vervallen.

3. In de Franse tekst van diezelfde bepaling onder 2°, schrijve men “siégeant comme en référé”.

Ook in artikel 9, § 1, moet bepaald worden dat de rechtspleging “zoals in kortgeding” verloopt.

4. De ontworpen ordonnantie strekt tot het vastleggen van de voorschriften en procedures voor de samenwerking tussen enerzijds de bevoegde autoriteit en anderzijds een buitenlandse autoriteit met betrekking tot een mechanisme ter beslechting van geschillen welke ontstaan naar aanleiding van de interpretatie en toepassing van overeenkomsten en verdragen die

¹ *Parl.St.* Kamer 2000-01, nr. 50-1183/007, 160.

² Zie de ordonnantie van 23 maart 2017 ‘houdende de overname van de dienst van de onroerende voorheffing’ en de ordonnantie van 23 november 2017 ‘houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

voorzien in de afschaffing van dubbele belasting op inkomsten en, in voorkomend geval, op vermogen (artikel 3 van het voorontwerp).

Uit artikel 4, 3°, juncto artikel 4, 7°, van het voorontwerp blijkt dat onder “buitenlandse autoriteit” de autoriteit van een lidstaat van de Europese Unie verstaan dient te worden die door de lidstaat in kwestie als zodanig aangewezen is.

Zoals blijkt uit de definitie die vervat is in artikel 2, lid 1, c), van de richtlijn, is “dubbele belasting” evenwel het heffen van belastingen door twee of meer lidstaten.

Teneinde eveneens te verwijzen naar de gevallen waarbij verscheidene “buitenlandse autoriteiten” betrokken zijn, zou het bijgevolg beter zijn om in artikel 4, 7°, van het voorontwerp de woorden “een lidstaat van de Europese Unie” te vervangen door de woorden “een of meer lidstaten van de Europese Unie”.

In die gevallen dienen de artikelen 9, § 4, derde lid, 13, § 2, tweede lid, 2°, en 14, § 2, 2°, van het voorontwerp, waarin naar de “buitenlandse autoriteiten” verwezen wordt, eveneens aangepast te worden.

5. In artikel 4, 4°, a), schrijve men overeenkomstig artikel 2, lid 1, c), i), van de richtlijn “een additionele belastingheffing”.

Artikel 5

1. Volgens paragraaf 1, laatste zin, dient de klacht voor de toepassing van de ontworpen ordonnantie en van de daaruit voortvloeiende uitvoeringsbesluiten ingediend te worden in een van de officiële landstalen.

Krachtens artikel 129, § 1, 1°, en § 2, van de Grondwet is alleen de federale overheid bevoegd voor het regelen van het gebruik van de talen voor de bestuurszaken.

De laatste zin van paragraaf 1 moet bijgevolg vervallen.

2. In paragraaf 4, 5°, c), dienen de woorden “van de bevoegde autoriteit” telkens vervangen te worden door de woorden “van de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit”.

De woorden “de bevoegde autoriteiten” in artikel 3, lid 3, e), iii), van de richtlijn verwijzen immers zowel naar de “bevoegde autoriteit” als naar de “buitenlandse autoriteit”.

3. In paragraaf 9, derde lid, laatste zin, dienen, onder voorbehoud van de opmerking die bij artikel 4 gemaakt is, de woorden “door alle betrokken lidstaten” en de woorden “de buitenlandse autoriteit” respectievelijk vervangen te worden door de woorden “door de buitenlandse autoriteit” en de woorden “de bevoegde autoriteit».

Zodra aanvullende informatie door de bevoegde autoriteit toegezonden is, wordt die aanvullende informatie volgens artikel 17, tweede alinea, laatste zin, van de richtlijn immers

geacht door de buitenlandse autoriteit ontvangen te zijn op de datum waarop deze ontvangst van informatie vanwege de bevoegde autoriteit plaatsgevonden heeft.

Artikel 6

Krachtens artikel 4, lid 1, van de richtlijn dient het verzoek tot verlenging van de termijn bepaald in de eerste alinea van die bepaling “schriftelijk [ge]motiveer[d]” te worden.

Het is niet zeker of de steller van het voorontwerp, die deze verplichting weergeeft met de woorden “een schriftelijk en gemotiveerd verzoekschrift”, aldus geen extra voorschrift toevoegt aan de richtlijn en een motivering voorschrijft die bijzonder geacht wordt in het licht van het intern Belgisch recht.

Dat het woord “gemotiveerd” gebruikt wordt, dekt op zich reeds het idee dat uitgelegd wordt welke redenen aan de basis liggen van het verzoek tot verlenging.

Deze bepaling moet opnieuw bekeken worden.

Artikelen 6 en 7

De artikelen 6, § 2, tweede lid, en 7, § 3, tweede lid, 3°, dienen aangevuld te worden.

Bij die bepalingen worden de artikelen 4, lid 2, laatste zin, en 5, lid 3, c) van de richtlijn immers slechts ten dele omgezet.

Artikel 8

1. De Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, zou beter als volgt gesteld worden:

“La personne concernée ne peut présenter la demande visée à l’alinéa 1^{er}, que si aucun recours contre le rejet de la réclamation, visé à l’article 7, § 1^{er}, ne peut être introduit, n’est en instance ou si la personne concernée (voorts zoals in het voorontwerp).”

2. In de Franse tekst van paragraaf 1, dienen de woorden “le cas échéant” vervangen te worden door de woorden “selon le cas”.

3. In het vijfde lid van paragraaf 2 dienen de woorden “in paragraaf 2, tweede lid,” vervangen te worden door de woorden “in het tweede lid”.

Artikel 9

1. In paragraaf 1 zouden de woorden “in artikel 8, § 1,” beter vervangen worden door de woorden “in artikel 8, § 1, vierde lid,”.

2. In paragraaf 2, eerste en tweede lid, zijn de woorden “, binnen de in paragraaf 3 bedoelde termijn,” overbodig gelet op hetgeen reeds bepaald wordt in paragraaf 3; die woorden moeten vervallen.

3. De Franse tekst van paragraaf 4, tweede lid, moet afgestemd worden op de Nederlandse tekst: in de eerste zin moet het woord “appel” vervangen worden door het woord “recours” en in de tweede zin moet het woord “recours” vervangen worden door het woord “appel”.

Artikel 10

In paragraaf 4 moet verduidelijkt worden dat het geval waarvoor een uitzondering gemaakt wordt, het geval is waarin de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg vooraanstaande onafhankelijke personen benoemd heeft overeenkomstig artikel 9, § 2, van het voorontwerp.

Artikel 11

1. Krachtens artikel 9, lid 1, van de richtlijn, dient er een lijst van vooraanstaande onafhankelijke personen opgemaakt te worden waarin alle door de lidstaten benoemde vooraanstaande onafhankelijke personen opgenomen moeten worden en dient elke lidstaat daartoe ten minste drie personen te benoemen die bekwaam en onafhankelijk zijn en in staat zijn onpartijdig en integer te handelen.

De steller van het voorontwerp is niet gemachtigd die lijst op te maken of te bepalen wie daarin opgenomen dient te worden.

Het zou dan ook beter zijn om in artikel 11, paragraaf 1, van dit ontwerp de eerste zin te schrappen en de tweede zin aan te vullen met de woorden “teneinde het mogelijk te maken de lijst van vooraanstaande onafhankelijke personen op te maken waarin alle door de lidstaten benoemde vooraanstaande onafhankelijke personen opgenomen dienen te worden”.

2. De woorden “De Minister van Financiën of de door hem aangewezen persoon” moeten vervangen worden door de woorden “De regering”.

Artikel 13

1. In artikel 13 wordt bepaald volgens welke regels gewerkt dient te worden in de raadgevende commissie en de commissie voor alternatieve geschilbeslechting waarvan sprake is in de artikelen 9 tot 12 van het voorontwerp.

Artikel 13, § 4, luidt als volgt:

“Indien de bevoegde autoriteit geen kennis heeft gegeven van de werkingsregels aan de betrokken persoon overeenkomstig de paragrafen 1 en 2, worden deze door de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter aangevuld op basis van de in paragraaf 3 bedoelde standaardwerkingsregels en aan de betrokken persoon toegezonden binnen een termijn van twee weken, te rekenen vanaf de datum waarop de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting is ingesteld.

Wanneer de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter geen overeenstemming hebben bereikt over de werkingsregels of de betrokken persoon daarvan niet in kennis werd gesteld, kunnen de betrokken personen (...) overeenkomstig artikel 1680 van het Gerechtelijk Wetboek bij de rechtbank van eerste aanleg [een vordering instellen] om een vonnis te bekomen dat bevel geeft tot toepassing van de werkingsregels.”

Die bepaling vormt de omzetting van artikel 11, lid 4, van de richtlijn, welk lid als volgt luidt:

“4. Indien de bevoegde autoriteiten geen kennis hebben gegeven van de werkingsregels aan de belanghebbende overeenkomstig leden 1 en 2, worden deze door de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter op basis van het in lid 3 bedoelde standaardformulier aangevuld en aan de belanghebbende toegezonden binnen een termijn van twee weken, te rekenen vanaf de datum waarop de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting is ingesteld. Wanneer de onafhankelijke personen en de voorzitter geen overeenstemming hebben bereikt over de werkingsregels of de belanghebbende daarvan niet in kennis hebben gesteld, kan of kunnen de belanghebbende of belanghebbenden zich tot een bevoegde rechtbank in een van de betrokken lidstaten wenden om een beschikking te verkrijgen die bevel geeft tot toepassing van de werkingsregels.”

Volgens de richtlijn heeft de aanhangigmaking bij de rechterlijke macht alleen tot doel een “beschikking” te verkrijgen met het oog op de “toepassing van de werkingsregels”, wat in het voorontwerp omgezet wordt door “om een vonnis te bekomen dat bevel geeft tot toepassing van de werkingsregels”. Hoewel beide formuleringen dezelfde draagwijdte hebben, zou het beter zijn om bij de omzetting van de richtlijn de bewoordingen ervan niet te wijzigen.

2. Een dergelijke aanhangigmaking is mogelijk wanneer de daarmee belaste personen “geen overeenstemming hebben bereikt over de werkingsregels” of “de betrokken[e] daarvan niet in kennis” gesteld hebben.

Krachtens vele bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek kan men zich, in het kader van een specifiek geschil of buiten elk geschil om, tot een rechtbank of – vaker – tot de voorzitter van die rechtbank wenden om te verkrijgen dat aanwijzingen plaatsvinden of diverse maatregelen getroffen worden.³

³ Zie in dit verband, inzonderheid, de artikelen 569 e.v. van het Gerechtelijk Wetboek, voor de rechtbank van eerste aanleg, en de artikelen 584 e.v. van het Gerechtelijk Wetboek, voor de voorzitter van die rechtbank.

De ontworpen bepaling doet twee vragen rijzen:

– Welk verband houdt deze bepaling met de bevoegdheid van de rechtbank van eerste aanleg inzake arbitrage, die specifiek in artikel 1680, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek vervat is, aangezien de ontworpen bepaling geen betrekking heeft op de voorzitter van die rechtbank maar wel op die rechtbank zelf, tenzij geoordeeld moet worden dat die verwijzing strekt tot het bepalen van de regels inzake de territoriale bevoegdheid van de vermelde rechtbank of tenzij als reden voor die verwijzing het verband opgegeven wordt dat gelegd zou kunnen worden tussen “de arbitrage” en de procedure voor de buitengerechtelijke regeling van het belastinggeschil waarop het voorontwerp van ordonnantie betrekking heeft.

In de memorie van toelichting of in de commentaar bij dit artikel moeten verduidelijkingen op dit punt opgenomen worden.

Daarin dient daarenboven vermeld te worden waarom de rechtbank van eerste aanleg en niet de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg aangewezen wordt, gelet op de specifieke aard en het blijkbaar beperkte voorwerp van de vordering.⁴

– Wat is precies de bedoeling van de aanhangigmaking bij de rechtbank van eerste aanleg?

De vraag rijst immers wat verstaan dient te worden onder de woorden “om een vonnis te bekomen dat bevel geeft tot toepassing van de werkingsregels” (of onder de woorden “om een beschikking te verkrijgen die bevel geeft tot toepassing van de werkingsregels”).

Het “bevel (...) tot toepassing van de werkingsregels” kan alleen gegeven worden indien die regels reeds eerder vastgesteld zijn, maar het hier behandelde geval is net dat waarin de personen die ermee belast zijn de werkingsregels vast te stellen daarover “geen overeenstemming hebben bereikt”.

Als zulks inderdaad de bedoeling is, zou het beter zijn te bepalen dat de rechtbank van eerste aanleg of de voorzitter van die rechtbank eerst de werkingsregels moet bepalen en vervolgens dient te bevelen dat ze toegepast moeten worden.

3. Deze bepaling moet in het licht van de voorgaande opmerkingen herzien worden.

Artikel 14

De woorden “(indien) de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit het erover eens zijn dat die kosten worden gedragen door de betrokken persoon” horen niet thuis in paragraaf 2, 2°, maar in de inleidende zin van die paragraaf.⁵

⁴ Vergelijk met artikel 9 van het voorontwerp.

⁵ Zie artikel 12, lid 2, van de richtlijn.

Artikel 15

In paragraaf 1, eerste lid, zou het beter zijn om de woorden “kan de betrokken persoon” te vervangen door de woorden “kan (kunnen) de betrokkene (betrokkenen)”.⁶

Artikel 17

In paragraaf 4, tweede lid, zou het beter zijn om de woorden “de betrokken persoon (...) aanvaardt en afziet” te vervangen door de woorden “de betrokkene (betrokkenen) (...) aanvaardt (aanvaarden) en afziet (afzien)”.⁷

Artikel 18

In de Franse tekst van paragraaf 1 dienen de woorden “d’une cotisation” vervangen te worden door de woorden “d’un avis d’imposition”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁶ Zie artikel 13, lid 1, van de richtlijn.

⁷ Zie artikel 15, lid 4, eerste alinea, tweede zin, van de richtlijn.